



Massification, idéologie et perte de sens : anatomie de la crise universitaire

par

Karl-Friedrich Israel



Karl-Friedrich Israel a étudié l'économie, les mathématiques appliquées et les statistiques à l'université Humboldt de Berlin, à l'ENSAE de Paris et à Oxford. Il a obtenu son doctorat à l'Université d'Angers et une habilitation à diriger des recherches à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est actuellement professeur d'économie à l'Université Catholique de l'Ouest à Angers.



L'université traverse aujourd'hui une crise multiforme : crise de légitimité, crise d'identité, crise de finalité. Si elle continue de bénéficier de ressources publiques considérables, sa mission fondatrice semble de plus en plus brouillée. Ce malaise n'est pas un phénomène conjoncturel, mais le fruit de transformations profondes. D'un modèle élitiste, centré sur l'excellence et la transmission critique du savoir, nous sommes passés à une institution de masse, encadrée par des logiques gestionnaires, bureaucratiques et parfois idéologiques.

Ce diagnostic trouve d'ailleurs des échos bien au-delà du contexte français. Plusieurs contributions récentes réunies par Lawrence Krauss dans *The War on Science* (2025) mettent en évidence des dynamiques similaires dans de nombreux systèmes universitaires : politisation croissante des agendas de recherche, affaiblissement des critères de rigueur scientifique, et confusion progressive entre production de savoir et engagement normatif. Ces analyses suggèrent que la crise universitaire actuelle relève de mécanismes structurels profonds, plutôt que de dérives locales ou conjoncturelles.

Ce texte propose une lecture structurée de cette évolution. Il s'articule en quatre temps : la transformation structurelle liée à la massification de l'enseignement supérieur ; l'émergence d'un pacte implicite entre enseignants et étudiants autour de l'abaissement des exigences ; l'effacement progressif du principe de neutralité axiologique dans l'enseignement et la recherche ; et enfin, le rôle paradoxal de la titularisation dans le verrouillage idéologique de certains champs académiques.

De l'élitisme à la massification : la transformation de l'université

L'université moderne ne s'est pas effondrée sous le poids d'une crise soudaine. Elle s'est transformée progressivement, au fil des décennies. Historiquement, l'université était une institution élitiste, réservée à une minorité de la population. L'accès était sélectif, les exigences académiques élevées, et les études souvent empreintes d'une rigueur intellectuelle profonde. Cette sélectivité, qui a été critiquée au nom de la



« justice sociale », était aussi porteuse d'une certaine cohérence : l'université était un lieu de transmission exigeante du savoir et de formation des élites intellectuelles et administratives.

Mais l'après-guerre a introduit une dynamique nouvelle : celle de la massification de l'enseignement supérieur. Portée par la croissance économique, les mouvements étudiants des années 1960, et la demande croissante en main-d'œuvre qualifiée, l'université a cessé d'être un sanctuaire pour devenir une institution de masse. L'accès élargi a favorisé la mobilité sociale et la diversité des publics, mais il a aussi introduit des tensions profondes.

D'une part, les universités ont dû gérer un afflux massif d'étudiants, ce qui a conduit à une standardisation croissante de l'enseignement. Le modèle de la relation maître-élève s'est estompé au profit de cours magistraux impersonnels, d'une gestion bureaucratique et de mécanismes d'évaluation systématiques. L'enseignement est devenu un service parmi d'autres, encadré par des procédures, des indicateurs de performance et des grilles d'assurance qualité.

D'autre part, cette massification a accentué la tension entre enseignement et recherche. Les universitaires, soumis à des exigences de publication croissantes, ont vu leur temps d'enseignement comme une charge plutôt que comme une mission centrale. Le statut de l'étudiant s'est transformé : d'acteur dans une communauté de savoir, il est devenu client d'un système où le diplôme apparaît souvent comme un droit plutôt qu'un accomplissement.

En parallèle, la spécialisation croissante des savoirs, encouragée par les logiques de carrière, de financement et de reconnaissance, a contribué à fragmenter le paysage universitaire. Le dialogue interdisciplinaire s'est raréfié, les champs de recherche se sont repliés sur eux-mêmes, et la formation des étudiants s'est parfois réduite à un empilement de compétences techniques sans vision d'ensemble.

Enfin, cette massification n'a pas favorisé l'ouverture intellectuelle attendue. Dans nombre d'institutions, l'accroissement des effectifs et la professionnalisation de la gestion ont conduit à une forme de conformisme intellectuel. Les programmes se sont homogénéisés, les



controverses ont été évitées, et les universités ont parfois cessé d'être des lieux de confrontation des idées pour devenir des espaces de validation des discours dominants.

L'épisode connu sous le nom d'« affaire Sokal » illustre de manière frappante cette évolution. En publiant en 1996 un article volontairement dépourvu de sens scientifique dans une revue de sciences humaines, Alan Sokal (1996) montrait jusqu'où pouvait aller l'abandon des exigences de rigueur au profit de la conformité discursive. Sans être représentatif de l'ensemble du monde académique, cet épisode a agi comme un révélateur des dérives possibles lorsque les mécanismes de validation intellectuelle cessent de reposer prioritairement sur la cohérence et la méthode.

La crise actuelle de l'université ne peut donc être comprise sans revenir sur cette transformation structurelle. L'ambition de former massivement tout en conservant les exigences de la formation d'élite s'est heurtée à des limites institutionnelles, culturelles et humaines profondes. Loin de dénoncer la démocratisation de l'accès au savoir, il s'agit ici de souligner que celle-ci a entraîné un glissement du sens même de l'université : d'un espace d'excellence et de débat, elle tend à devenir un espace de gestion, de validation et de production de diplômes.

Le pacte silencieux : complaisance, démobilisation, et perte de valeur

Si la transformation institutionnelle de l'université a affecté sa structure, un glissement plus insidieux a touché sa fonction. Au cœur de la crise actuelle réside un pacte silencieux – une forme d'accord tacite entre enseignants et étudiants. Les premiers se replient sur leurs intérêts de recherche, souvent très spécialisés et déconnectés de la réalité des formations. Ils publient dans des revues confidentielles, au sein de cercles académiques restreints. En retour, ils attendent peu de leurs étudiants. Ces derniers, pour leur part, ne cherchent pas à être véritablement formés, mais à obtenir un diplôme. Tant qu'on ne leur demande pas trop d'efforts et que le titre est délivré, le système fonctionne à leur satisfaction.



L'université devient ainsi une institution de plus en plus transactionnelle. Le diplôme est perçu comme un dû, et non comme le fruit d'un réel accomplissement intellectuel. La notation se gonfle pour éviter les conflits, maintenir la satisfaction étudiante ou répondre à des exigences administratives. L'enseignement, autrefois perçu comme une mission formatrice exigeante, se réduit à une transmission standardisée de contenus. Ceux qui veulent maintenir des standards élevés se retrouvent souvent isolés, voire pénalisés. La voie de la moindre résistance – exigences minimales, évaluations prévisibles, absence de confrontation – s'impose comme la norme implicite.

Dans ce climat, beaucoup d'étudiants considèrent leurs années universitaires comme une parenthèse avant l'entrée dans la vie active. Ils développent peu l'endurance intellectuelle, la pensée critique, ou l'articulation rigoureuse des idées. On ne leur oppose que rarement des arguments forts ; ils ne sont guère amenés à défendre leurs positions. Résultat : un nombre croissant de diplômés quittent l'université sans avoir acquis les qualités fondamentales que l'enseignement supérieur devrait transmettre – indépendance d'esprit, clarté de raisonnement, rigueur de méthode.

Les conséquences dépassent les murs de l'université. De plus en plus d'employeurs doutent de la valeur des diplômes. Dans certains secteurs, des parcours de formation alternatifs ou des certifications privées deviennent plus fiables en matière de compétences. La confiance du public dans la mission de l'université comme lieu de savoir et de formation du caractère s'érode. Le sentiment que les étudiants sont lésés, et que c'est la collectivité qui paie l'addition, nourrit une forme de scepticisme généralisé.

En parallèle, le fossé entre recherche et enseignement continue de se creuser. Les enseignants-chercheurs sont évalués principalement sur leurs publications, bien plus que sur la qualité de leur pédagogie. Or, une part importante de cette recherche est produite pour des revues spécialisées à la diffusion restreinte, sans impact réel sur le monde social. Dans certains champs, le débat devient auto-référentiel, incompréhensible pour les étudiants comme pour le grand public.



L'idéal du professeur-chercheur – celui qui produit un savoir utile et le transmet avec clarté – tend à disparaître.

Ainsi se dessine une université qui consomme d'immenses ressources publiques, tout en ne remplissant plus vraiment sa mission première. Elle ne sélectionne plus, ne forme plus, n'inspire plus la génération suivante. Elle donne l'illusion d'une activité intellectuelle soutenue, mais dérive doucement vers la médiocrité. Ce n'est pas un effondrement brutal, mais une lente érosion, rendue possible par un accord tacite entre enseignants et étudiants – une fuite convenue devant l'exigence, qui transforme l'université en zone de confort plutôt qu'en foyer d'excellence.

La fin de la *Wertfreiheit* : l'université au service d'un récit

Dans sa célèbre conférence *Wissenschaft als Beruf* (« La science comme vocation ») de 1917, Max Weber posait les bases d'une éthique académique dont l'influence demeure centrale : le principe de *Wertfreiheit*, ou neutralité axiologique. Selon Weber, le rôle de l'enseignant-chercheur n'est pas de prescrire des choix moraux ou politiques, mais de fournir des outils conceptuels permettant d'analyser le monde et d'éclairer les conséquences des actions possibles. La science ne peut dire ce que l'on doit faire ; elle peut seulement aider à comprendre ce qui se produit lorsque l'on agit. La neutralité axiologique ne suppose donc pas l'absence de valeurs, mais l'effort constant de distinguer l'analyse scientifique de l'engagement prescriptif.

Cette exigence n'a toutefois jamais été acquise de manière durable. Dès l'entre-deux-guerres, Julien Benda dénonçait, dans *La Trahison des clercs* (1927), la propension des intellectuels à abandonner leur vocation critique pour se mettre au service de causes politiques ou idéologiques. Plus récemment, Niall Ferguson a formulé un constat analogue en soulignant la confusion croissante, au sein du monde académique contemporain, entre recherche scientifique et militantisme, au risque d'en affaiblir la crédibilité intellectuelle (Ferguson 2025). Ces analyses suggèrent que la politisation de l'université ne constitue pas une rupture radicale, mais une dérive récurrente, dont les formes varient selon les



contextes historiques.

Friedrich Hayek a, pour sa part, analysé cette dynamique sous un angle institutionnel. Dans *The Intellectuals and Socialism* (1949), il montre comment les milieux universitaires et intellectuels tendent à privilégier des cadres interprétatifs simplificateurs et normatifs, facilitant la diffusion et la légitimation d'idées dominantes. L'université risque alors de devenir moins un lieu d'examen critique qu'un relais idéologique, où certaines visions du monde acquièrent un statut quasi évident.

Weber (1917) était pleinement conscient du caractère inatteignable d'une neutralité axiologique parfaite. Toute recherche est influencée par des hypothèses, des cadres conceptuels et des sensibilités personnelles, et l'adhésion même à l'idéal de neutralité constitue une posture éthique. Mais c'est précisément cette conscience des limites qui rend possible un espace de débat intellectuel authentique : l'université comme lieu de confrontation raisonnée des idées, et non comme instance de validation morale ou idéologique.

Aujourd'hui, cet idéal est sérieusement fragilisé. Dans de nombreuses disciplines, en particulier dans les sciences humaines et sociales, les contenus de cours et les approches de recherche sont de plus en plus structurés autour de certains thèmes ou cadres interprétatifs – justice sociale, colonialisme, genre, climat – non plus comme des objets d'analyse et de débat, mais comme des référents normatifs largement pré-supposés. Le but de l'enseignement n'est plus de former des esprits critiques capables de questionner, mais de transmettre un ensemble de convictions présentées comme évidentes.

Cette évolution s'étend aussi à la recherche. Les financements sont plus facilement attribués à des projets qui s'inscrivent dans la doxa dominante. Pour autant, il serait réducteur de parler d'une uniformisation intellectuelle totale. La massification, la mondialisation et l'inflation des revues académiques ont également permis la coexistence d'une grande diversité de productions scientifiques, y compris hétérodoxes, souvent cantonnées à des niches disciplinaires ou éditoriales. Ce pluralisme existe donc bien, mais il est largement dissocié



des mécanismes de reconnaissance institutionnelle : ce sont moins les idées qui manquent que les espaces où elles peuvent se confronter et acquérir une légitimité centrale.

Dans ce contexte, les comités de lecture valorisent les travaux qui confortent certains récits, tandis que les approches dissidentes sont marginalisées. Il ne s'agit pas de censure directe, mais d'une sélection implicite : les jeunes chercheurs apprennent rapidement quelles questions posent problème, quels mots-clés sont bien vus, et quelles références ouvriront les portes des revues académiques. Cela engendre un climat d'auto-censure : on évite de contester le cadre, on apprend à penser dans ses limites.

Ce glissement n'est pas nécessairement le fruit d'une stratégie consciente. Il résulte souvent d'une accumulation de petites décisions, d'inerties institutionnelles, d'incitations bureaucratiques. Mais il a un effet profond : l'université devient un organe de reproduction symbolique, un espace où l'on apprend à parler le langage dominant, plutôt qu'un lieu où l'on apprend à penser contre soi-même.

L'idéal de la *Wertfreiheit*, imparfait mais structurant, tend ainsi à disparaître. Et avec lui, c'est la fonction critique de l'université qui s'efface peu à peu au profit d'une fonction normative. L'université ne dérange plus : elle confirme.

Le statut de titulaire : protection académique ou verrouillage idéologique ?

Le statut de titulaire, ou de professeur « titularisé », a longtemps été considéré comme un pilier de la liberté académique. En garantissant une sécurité de l'emploi à vie, il devait permettre aux enseignants-chercheurs de poursuivre des recherches originales, parfois controversées, sans craindre des représailles institutionnelles ou politiques. Dans l'idéal, ce mécanisme protège l'indépendance intellectuelle et favorise la créativité critique. Mais dans le contexte actuel, ce même statut tend à avoir l'effet inverse : il renforce les orthodoxies dominantes et entrave l'ouverture intellectuelle.



Ce retournement de fonction s'explique en partie par la forte homogénéité idéologique qui caractérise aujourd'hui certains départements universitaires. Lors des recrutements, les comités – composés majoritairement de titulaires – choisissent souvent des candidats qui partagent leur vision du monde, leurs références théoriques, voire leurs engagements militants. Une fois ces profils recrutés et titularisés, ils sont quasiment inamovibles. Ainsi se reproduisent des cercles intellectuellement homogènes, peu perméables à la critique ou à la diversité de pensée. Le système devient autoréférentiel.

Ce phénomène est aggravé par l'absence d'incitations institutionnelles à remettre en question les pratiques dominantes. Les administrateurs, soucieux d'éviter les controverses et d'assurer la conformité aux exigences d'accréditation ou aux attentes de financements publics, hésitent à s'opposer aux titulaires. Ceux-ci peuvent donc enseigner en toute autonomie, y compris de manière ouvertement partisane, sans réel contrôle ni contrepoids. Loin de garantir la liberté de pensée, la titularisation devient alors un bouclier qui protège les postures idéologiques plutôt que le débat intellectuel.

Les jeunes chercheurs, quant à eux, ne disposent pas du même filet de sécurité. Préoccupés par la précarité de leur statut et leur avenir professionnel, ils sont souvent contraints d'adopter les codes, les références et les postures attendues. L'innovation intellectuelle devient risquée, et la conformité un gage de survie. L'ensemble du système tend à décourager la dissidence, au profit d'un alignement discret mais généralisé.

Il serait injuste de prétendre que tous les titulaires se comportent ainsi ou que toutes les disciplines sont touchées de la même manière. Mais les mécanismes systémiques sont là. La titularisation, conçue pour protéger l'audace intellectuelle, finit trop souvent par figer un ordre académique. Et plus cet ordre est fondé sur des présupposés idéologiques implicites, plus il devient difficile à interroger de l'intérieur. Ce n'est pas seulement la diversité des opinions qui s'en trouve affectée, mais la fonction critique de l'université elle-même.



Conclusion

La crise universitaire contemporaine ne peut être réduite à un problème de moyens, de gouvernance ou de conjoncture politique. Elle résulte d'un enchevêtrement de transformations structurelles, d'incitations institutionnelles et de glissements normatifs qui ont progressivement altéré la fonction même de l'université. Massification sans exigence, complaisance mutuelle, affaiblissement de la neutralité axiologique et verrouillage idéologique des carrières constituent les facettes d'un même processus.

Ce qui est en jeu n'est pas seulement l'efficacité du système d'enseignement supérieur, mais sa capacité à remplir sa mission intellectuelle fondamentale : former des esprits capables de raisonner, de critiquer et de résister aux évidences imposées. Une université qui renonce à cette ambition conserve ses structures, ses titres et ses procédures, mais perd sa raison d'être. Réinterroger l'université aujourd'hui ne revient pas à regretter un passé idéalisé, mais à rappeler les conditions institutionnelles et intellectuelles sans lesquelles elle cesse d'être un lieu de savoir vivant.

À mesure que l'université peine à remplir cette fonction critique, d'autres espaces de production et de diffusion du savoir tendent à émerger ou à se renforcer en dehors du cadre académique traditionnel. Centres de recherche indépendants, fondations, *think tanks* ou réseaux intellectuels informels occupent parfois des fonctions que l'université n'assume plus pleinement : exploration d'idées non conformes, confrontation directe des arguments, ou articulation entre recherche et débat public. Cette concurrence témoigne d'un déplacement des lieux où s'élabore une connaissance vivante et se confrontent des idées hétérogènes, révélant que la production intellectuelle ne se limite plus au cadre universitaire traditionnel.

Bibliographie

Benda, Julien (1927), *La Trahison des clercs*, Paris : Grasset.

Ferguson, Niall (2025), "The Treason of the Intellectuals," dans



Lawrence M. Krauss (dir.), *The War on Science*, Londres: Swift Press, p. 127–138.

Hayek, Friedrich A. (1949), “The Intellectuals and Socialism,” *University of Chicago Law Review*, vol. 16, no 3, p. 417–433.

Krauss, Lawrence M. (dir.) (2025), *The War on Science*, Londres : Swift Press.

Sokal, Alan (1996), “Transgressing the Boundaries: Toward a Transformative Hermeneutics of Quantum Gravity.” *Social Text*, n° 46/47 (printemps/été), pp. 217-252.

Weber, Max (1917), « Wissenschaft als Beruf », dans *Gesammelte politische Schriften*, Tübingen: Mohr (Paul Siebeck). [Trad. angl. : “Science as a Vocation,” dans *From Max Weber: Essays in Sociology*, H. H. Gerth et C. Wright Mills (dir.), Oxford University Press, 1946.]